

Déclaration liminaire de la CGT Fip 88 Conseil Social d'Administration Local du 31/03/26

L'opération militaire menée au Venezuela pour garantir les intérêts pétroliers des USA menacés par le président Nicolas MADURO, qui avait décidé de nationaliser les ressources de son pays, n'est que la 1^{re} étape d'un vaste projet destiné à imposer l'impérialisme américain partout dans le monde, à commencer dans les pays de l'Amérique Latine... Car l'idiot coloré platine foment un nouveau plan Condor. En singeant H. KISSINGER, qui avant lui, avait œuvré à la chute des démocraties pour y installer des dictatures comme en Argentine, au Paraguay, au Salvador, au Chili,..., TRUMP espère décrocher, lui aussi, son prix Nobel de la paix en récompense des guerres menées à Gaza, en Iran,... , avant qu'il n'apporte désolation et mort aux populations de Cuba et de la Colombie...

« *La guerre, c'est la paix* » écrivait Georges Orwell dans son roman dystopique 1984. **Le monde dévasté et déshumanisé dépeint dès 1949 se précise chaque jour un peu plus...**

Après le réarmement démocratique lamentablement promu par MACRON car il faut bien alimenter les futurs champs d'horreur, l'effort de guerre est appelé partout en Europe pour garantir les intérêts nationaux. Alors que notre président, pour un an encore, fanfaronne, porte-avione, son 1^{er} ministre illégitime LECORNU annonce le déblocage de 8,5 milliards d'euros supplémentaires pour les munitions ! Et de parler pêle-mêle d'enjeu militaire, d'enjeu industriel, d'enjeu de souveraineté et donc de liberté ! Vraiment rien ne les arrête ! Après *France Travail*, il est donc question de créer *France Munitions*. Des génies qu'on vous dit ! On veut encore bien se cotiser pour leur payer des tenues de fantassins qu'ils iront étrenner où ils veulent !

À part ça, tout va bien.

La corruption ne s'est jamais aussi bien portée en France. À chaque nouveau classement international, la France recule ! Cette fois, nous sommes tombés à la 27^e place sur les 182 pays couverts par l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) perdant 6 places depuis 2021. Entre manque de volontarisme politique, entraves caractérisées menées contre les organismes qui luttent pour la transparence (agrément ANTICOR), une insuffisance des moyens humains constituant la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique et le maintien aux affaires d'élus et de ministres mis en examen, ajoutés aux attaques systématiques portées dans les médias contre l'État de droit et le pouvoir judiciaire, **la France se trouve placée en situation d'insalubrité publique !**

Quant à la précarité énergétique qui frappe de plus en plus de nos concitoyens, les contraignant parfois à vivre sans chauffage parce qu'il leur est impossible de régler des factures d'électricité et/ou de gaz inflationnistes, le choc pétrolier créé par le militarisme trumpien va finir de les placer en situation d'extrême fragilité.

Quand les prix à la pompe explosent, l'État, lui, regarde ailleurs, ignorant sciemment les difficultés des salariés, des demandeurs d'emplois, des retraités confrontés à l'augmentation insupportable de ce poste de dépenses. Rien de nouveau pour la Macronie qui s'est toujours montré méprisante à l'égard de la France qui survit !

La décision de ne pas revaloriser pour la 3^e année consécutive la valeur du point d'indice dans la Fonction Publique relève de la doxa capitaliste la plus infecte.

Car la CGT estime que la perte de pouvoir d'achat depuis le 1^{er} janvier 2000 sur l'indice des prix (hors tabac) s'établit à -28,6 %!

Quand on exige des efforts aux uns, des largesses fiscales sont offertes à d'autres ! Comment qualifier autrement l'information confirmée par Bercy que des milliers de riches ne payent pas d'impôt sur le revenu notamment grâce à l'optimisation fiscale ! Moralité : plus l'argent s'accumule, plus il permet à ses fortunés détenteurs de s'exonérer des contributions fiscales élémentaires !

Alors que la fiscalité sanctionne avec une certaine bienveillance nos gentils millionnaires, l'administration fiscale se révèle un peu plus tatillonne avec ses propres agents (question de fortune certainement) en leur réclamant des « indus » dont les montants peuvent être extrêmement variables entre une centaine d'euros et plusieurs milliers d'euros. L'information est individualisée. Peut-on connaître le volume des agents visés par l'ordre des commissaires financiers de la DDFIP Vosges ? Et quels sont les montants exigés par lui ?

Nous attendons un minimum de transparence de votre part !

S'agissant des Équipes De Renfort, la politique de réduction des coûts appliquée à la DGFIP conduit à des comportements variables selon les directions locales. Entre l'obligation de télé-travail (voire de distanciel) plusieurs jours par semaine et la limitation des remboursements de frais de déplacements au seul tarif SNCF, ces mesures conduiront inexorablement au départ des agents de cette structure.

On va finir par croire que tout est fait pour décourager les bonnes volontés.

GMBI, FICOBA, Helios... La liste des pannes, des erreurs, des incidents informatiques alimente régulièrement les rubriques « faits divers » des médias. Concernant le dernier nommé, Helios, Bercy a subi une 1^{re} panne majeure et durable de cette application en vingt ans d'existence ! La moitié des services de gestion comptable ont été paralysés, empêchant le règlement des fournisseurs et menaçant le versement des paies.

Dans le même temps, M. Bied-Charreton, directeur régional des Finances publiques d'Ile-de-France et de Paris, annonçait brutalement quitter ses fonctions. Décidément, c'est la poisse à Bercy !

Bon, il pourra toujours se faire une ligne avec Michel S. pour surmonter son désarroi...

Une fois n'est pas coutume, nous avons gardé le meilleur (ou le pire, c'est selon le point de vue) pour la fin.

La cour administrative d'appel de Toulouse vient de confirmer l'imputabilité au service du suicide, survenu en 2017, d'une agente comptable qui évoluait à la DDFIP des Pyrénées-Orientales. Un jugement symbolique alors que la DGFIP est touchée par une vague de suicides qu'elle tente tant bien que mal de dissimuler ! L'administration a notamment été reconnue coupable d'être passée outre les préconisations du médecin du travail qui cherchait à éviter à cette agente une surcharge de travail et un stress de nature à aggraver son état de santé.

Bercy a enregistré au moins 36 événements graves dont 18 suicides depuis janvier 2025, l'obligeant à élaborer un plan de prévention des suicides pour ne pas accroître ses statistiques dramatiques.

M. FOURNEL et Mme VERDIER sur le banc des accusés, voilà une exposition médiatique, une publicité que Bercy entend bien éviter ! Et pourtant !

Sauf que la DGFIP a perdu 40000 postes entre 2008 et 2024 !

La seule DDFIP Vosges a perdu 312 postes depuis 2003 ! le nouveau référentiel acte même 26 suppressions de postes pour 2026.

Sauf que les réformes se succèdent à un rythme soutenu à Bercy ne laissant aucun répit à ses agents.

Sauf que le dépit, le mal-être au travail, la perte de sens au travail n'ont jamais été aussi prégnant.

Sauf que la médecine du travail de la DGFIP est exsangue et se révèle incapable de répondre au volume exponentiel des demandes.

Quid de la DDFIP Vosges ? Quelle décision valable et durable avez-vous prise s'agissant de cette médecine du travail exercée au plan local ? Faudra-t-il encore longtemps espérer un providentiel créneau offert par un praticien de Navarre ou d'ailleurs ?

Les personnels médicaux (médecins, infirmiers ou secrétaires) qui s'évertuent à assurer un service pourtant indispensable aux agents ne sont pas à mettre en cause. Car le périmètre sans cesse croissant de leur champ d'intervention les place, eux aussi, en situation d'urgence permanente voire de fragilité professionnelle.

L'administration a un devoir de protection à l'égard de ses agents.

Des réformes poubellisées. Des pourriciels en guise d'applicatifs informatiques. Des agents en souffrance au travail. Une médiation à en vomir de dégoût. Et point d'orgue de tout cela, le mépris, la malveillance, la désinvolture résumée par ces mots :

« Les agents du SDIF ont bénéficié en 2025, comme les années précédentes, d'un accompagnement renforcé sur le plan professionnel comme en matière de conditions de vie au travail ».

Il n'est plus ici question de confiance ni même de respect.

Il n'y a plus qu'une colère sourde.

Car combien de collègues malades, de collègues qui lâchent prise, qui démissionnent. Aucun affichage.

Sur Ulysse, il fait beau. Mais ne vous-y trompez pas, la tempête, elle, gronde.